

Table des matières

ÉDITORIAL	3
REGARDS SUR L'EUROPE n° 17	
Jean-Marie Klinkenberg, le linguiste dans la Cité	5
VIE DE L'EUROPE	
Gérard Deprez débat sur « crise des migrants, crise de l'Europe »	11
L'AEDE-EL & SES PARTENAIRES	
G. Pirlot – L'espérantiste	15
L'excursion de la CAPP	19
Inforef – Projet CLIL	21
ON A LU, VISITÉ & SÉLECTIONNÉ POUR VOUS	
Livres :	
• « <i>L'occident vu de Russie</i> »	22
• « <i>La ville en Europe</i> »	22
• « <i>Tous</i> »	23
• « <i>Shan Sa</i> »	24
• « <i>L'Euregio lit</i> »	24
Visite :	
• <i>Découvrir l'Europe par le Parlamentarium</i>	24
Expositions :	
• <i>Les templiers, entre mythes et réalité</i>	25
• <i>Le nouveau Préhistomuseum</i>	26
• <i>Aux Roches</i>	26
• <i>Jouets Star</i>	26
 <i>Ce numéro a été réalisé avec l'aimable collaboration de :</i>	
➤ Th. Jamin (éditrice responsable), H. Aertsens, B. Guillaume, JM. Klinkenberg, G.Pirlot et MC. Sour	
➤ Dessins originaux : S. Duhayon-Serdu	
➤ Secrétariat : M. Rebeschini	
➤ Gestion administrative : Y.Tinel	

COMMUNIQUEZ-NOUS

Votre adresse e-mail

yves.tinel@aede-el.be

Vous serez plus vite informés
sur nos activités, sur nos voyages, sur notre B.I., ...

Ce B.I. est disponible sur notre site :

<http://www.aede-el.be/BI/BI.htm>



Si vous souhaitez ne plus recevoir la version papier de notre B.I, prévenez-nous en nous envoyant un e-mail à l'adresse suivante : yves.tinel@aede-el.be.

Vous recevrez un message vous informant de sa parution.

Si vous appréciez nos initiatives, soutenez-nous en remplissant le virement ci-joint.

Éditorial

Le latin et l'Europe

Le « Pacte d'excellence » ! Qui n'en a pas entendu parler ? Ce n'est pas l'objet de cet article, mais un de ses objectifs est pour le moins interpellant : « *du latin et de la mécanique pour tous* ». Déjà au début des années 1970, l'enseignement secondaire, qu'on avait appelé « rénové », avait lancé son audacieuse réforme des « activités d'essai » en 1^{ère} année, qui donnaient à tous les élèves (avec beaucoup d'exceptions) l'occasion de s'essayer à des activités techniques, plastiques, musicales, et ... à du latin. Essais qui étaient censés aider l'élève à s'orienter en deuxième année avec les conseils éclairés de ses professeurs.

Mais dans ce Pacte d'excellence, le projet est plus ambitieux encore : « *du latin et de la mécanique pour tous* », jusqu'à 15 ans.

Pourquoi ? Voici un extrait du document officiel, intitulé projet d'avis n°3 : « *Les langues anciennes sont considérées comme formatrices pour l'ensemble des futurs citoyens et entrent à ce titre dans le curriculum commun...* »

Un des actes de foi du gouvernement de la Communauté-Wallonie-Bruxelles est donc de croire en la valeur formative de l'étude du latin : apprentissage de la rigueur de la démarche intellectuelle, découverte des liens qui constituent notre civilisation...

Notre civilisation ? Celle de toute l'Europe occidentale et, au-delà, celle du monde dit occidental !

Pourquoi une telle découverte n'intéresserait-elle pas des adultes aussi ? C'est bien pourquoi l'UTAN (Université du Troisième Âge Namur) propose depuis de nombreuses années un cours de latin. Et c'est par hasard que j'ai été amené à prendre ce cours en charge.

Les motivations des étudiantes et étudiants qui se sont inscrits expriment clairement le désir profond d'entrer en contact avec les Anciens, qui ont façonné notre culture. Mais encore : découvrir leur civilisation, dans le texte latin original, non seulement par les traductions ; approfondir la rigueur de leur langue et celle qu'elle nous apporte dans notre façon de nous exprimer ; redécouvrir par les textes que l'être humain reste l'être humain au-delà des siècles. Bref une curiosité insistante pour le monde de nos ancêtres culturels et linguistiques et un sentiment de parenté avec ce monde.

Et c'est précisément le « fil rouge » de mon cours de latin, découvrir cette filiation à travers les siècles.

L'Europe latine

Outre les auteurs allant du 2^{ème} s. av. J.-C. au 5^{ème} s. ap. J.-C., nous voyons que la latinité a perduré jusqu'à nos jours, d'abord par le latin d'église. On ne touche pas à la langue des textes sacrés, c'est un vieux principe qu'on trouve dans d'autres civilisations, qui a donné aux chrétiens d'Occident, jusqu'au Concile Vatican II (1962-1965), de lire et d'entendre le latin à l'église.

Et c'est ici qu'on insiste sur le rôle capital des abbayes dans la transmission des textes anciens. Des abbayes implantées dans l'Europe entière, à partir du VI^e s, jusqu'en Irlande ! Grâce notamment à Saint Benoît, réputé « père de l'Europe » ! Dans chacune, des moines copistes constituent des trésors de manuscrits. Dans chacune, on enseigne et on pratique le latin. Même Charlemagne s'en est mêlé ! L'historien français Georges Minois, dans sa biographie de Charlemagne, écrit : « *Le roi exhorte tous les moines et tous les clercs à étudier d'avantage, afin de maîtriser les lettres ... et à corriger le texte des Écritures en un latin impeccable.* » Et c'est en latin qu'Eginhard écrit la *Vita Caroli* au IX^e s.

Dès le VI^e s, le latin reste une langue vivante dans l'Europe occidentale : comme écrit plus haut, il est parlé et écrit dans les abbayes, qui correspondent entre elles en latin, où des moines composent des hymnes et séquences en latin. Par exemple, nous avons pris plaisir à traduire le *Dies Irae*, poème apocalyptique composé par un moine probablement au XII^e s. Nous avons cité, au XIII^e s, le *Stabat Mater* du moine franciscain italien Jacopone da Todi, et rappelé qu'il existait quelques milliers d'autres séquences supprimées par le Concile de Trente, sans oublier les multiples cantiques composés en latin que j'ai chantés dans mon enfance.

Le latin est resté jusqu'hier la langue internationale dans les universités européennes, langue des clercs, lettrés, savants, philosophes, mais aussi des étudiants. Nous ne pouvions manquer de traduire quelques passages des *Carmina Burana*, ces chansons d'étudiants du moyen âge. Descartes au XVII^e s., Leibniz au XVIII^e s. ont écrit en latin.

Partie d'Italie, la Renaissance, dès le XV^e s, a voulu faire « renaître » le monde antique gréco-romain ; pour abréger, c'est dans ce courant, que sont nées nos « humanités gréco-latines ».

Dans l'Europe entière, à l'exemple du grand humaniste Erasme, on traduit les auteurs anciens, on les donne à traduire ; l'imprimerie toute nouvelle répand des textes scientifiquement établis. L'Église catholique, dans sa lutte contre la Réforme, veut désormais donner une formation solide à ses futurs prêtres, dans des séminaires, où on apprend et où on parle le latin ; il fallait que les serviteurs de Dieu comprennent, dans le texte, ce qu'ils lisent et chantent pendant les offices divins. Dans la foulée, tous les ordres religieux et les diocèses organisent leurs jувénats, leurs collèges, pour jeunes gens et jeunes filles, où le latin et aussi le grec sont enseignés à forte dose. Plus tard, les pouvoirs publics, créant l'enseignement public, gardent les mêmes programmes. Arthur Rimbaud, externe libre du collège de Charleville, compose des vers pour le prix de vers latins, il a alors quatorze ans.

Les pays de religion protestante, et l'Angleterre anglicane, qui avaient banni le latin comme langue du culte et l'avaient remplacé par la langue vernaculaire, n'en abandonnent pas pour autant l'étude des auteurs anciens et donnent à la science de grands philologues et archéologues.

Et c'est ainsi que des générations entières, à travers toute l'Europe occidentale, ont découvert le monde antique dans sa langue, à travers les textes originaux et ont été marquées du sceau de la latinité. De la Pologne au Portugal, de l'Écosse à la Sicile, depuis cinq siècles s'est construit le substrat de notre civilisation, en ligne directe avec le monde antique.

C'est précisément cet acquis commun qui peut nous donner l'espoir de construire une Europe plus cimentée, malgré et grâce aux différences culturelles qu'il y a entre pays romans, germaniques, scandinaves, slaves, différences qui voisinent avec une richesse commune qui nous vient de nos ancêtres romains.

C'est aussi la faculté qu'eut l'Europe d'hier à intégrer ces apports du nord et de l'est qui nous permet de croire dans la faculté de l'Europe de demain à intégrer aussi de nouveaux éléments, issus d'autres cultures, d'autres mondes, d'autres horizons. A souhaiter pour les 60 ans à venir !



✍ B. Guillaume

REGARDS SUR L'EUROPE n° 17

Jean-Marie Klinkenberg, le linguiste dans la Cité

Notre invité d'aujourd'hui est un expert du langage, devons-nous surveiller particulièrement notre discours face à ce spécialiste ?

Professeur émérite de l'Ulg, membre de l'Académie royale de Belgique, président du Conseil Supérieur de la langue française, Jean-Marie Klinkenberg est en outre fréquemment sollicité pour passer dans les médias lorsque, à l'occasion d'un Congrès international organisé sur nos terres¹, de la parution d'une nouvelle grammaire, ou plus perturbant encore, d'une réforme réelle ou projetée de l'orthographe, on a besoin de ses lumières.

Tant de qualités éminentes devraient effrayer ; mais la compétence du personnage n'a d'égal que sa simplicité. Ce fut donc un grand plaisir que de passer une heure passionnante en sa compagnie.

Avant d'entamer le récit de cette rencontre, rappelons le principe de ce qui figure ci-dessous : ce n'est ni la mise au propre d'un enregistrement, ni la rédaction d'une synthèse suivie mais une reconstitution qui, je l'espère, rendra autant l'exactitude du fond que la spontanéité de la forme.



Victoria Solovieva, photographe

Votre CV est impressionnant et diversifié ! Pour vous désigner, quelle formulation choisiriez-vous prioritairement ? Eminent sémioticien ? Fin pédagogue, chercheur passionné ? Expert citoyen ? Couronné par les plus hautes instances de la Langue ...?

Sémioticien ? Peut-être : après tout, c'est mon "core business", le cœur de mes études et de mes recherches. Pédagogue ? Certainement, car enseigner a pour moi été une passion. Les distinctions honorifiques ? Elles n'importent pas vraiment. Mais « expert citoyen », oui, cela me plaît ! Mon dernier livre, « **la langue dans la Cité - vivre et penser l'équité culturelle** » a reçu le prix 2016 du Livre Politique: c'est là un prix qui a plus de valeur pour moi que bien d'autres, parce que je crois fortement que le rapport du citoyen à sa langue est un enjeu politique et donc qu'une politique linguistique est nécessaire pour rendre accessibles à chacun sa langue et l'écriture de celle-ci.

Depuis quand avez-vous eu envie d'étudier la langue ?

Depuis toujours ! À 6 ans, mon instituteur m'avait surnommé "Monsieur Vocabulaire", parce que je connaissais beaucoup de mots. Oui, j'ai toujours aimé jouer avec les mots. J'ai aussi été très tôt passionné de lecture. Grand lecteur... mais mauvais en orthographe : je ne voyais pas bien le rapport entre les deux, d'ailleurs. Peut-être aussi n'avais-je pas (n'ai-je pas...) de respect pour quelque chose qui n'en est pas digne.

Pourtant, la grammaire et l'orthographe ne sont-elles pas les outils indispensables pour une communication où chacun joue au même jeu avec les mêmes règles ?

¹ Voir la séquence du JT de RTC de juillet 2016 à l'Ulg <https://www.rtc.be/video/info/congres-international-des-professeurs-de-francais-1472243-325.html>

Comme je dis en boutade, l'orthographe est née du croisement entre la cupidité des uns et l'ignorance des autres. Bien sûr, le respect des normes du français écrit est indispensable à l'insertion sociale, et j'y insistais lorsque je donnais cours à mes étudiants, futurs professeurs. Mais quand on en étudie l'histoire, on s'avise que l'écriture de notre langue n'a pas la rationalité qu'on lui prête, et est d'abord un instrument de distinction, voire de sélection. Mais voilà : la chose a été largement fétichisée, et nous devons faire avec. Ce qui n'empêche pas de secouer le cocotier : lors d'un débat récent, un participant suggérerait d'ailleurs que, de même qu'il y a dans certaines entreprises le "casual Friday" où chacun vient au travail habillé comme il veut, on devrait organiser un "Casual French day", jour où chacun écrirait comme il veut !

Jean-Marie Klinkenberg

LA LANGUE DANS LA CITÉ

Vivre et penser l'équité culturelle



Pourrait-on effectivement imaginer une langue « libre » où chacun écrit comme il l'entend ? Ou doit-on reconstruire une grammaire limitée aux règles logiques et évitant les erreurs de compréhension ?

Langue libre, certes non. Il faut évidemment des normes. Mais lesquelles, là est la question. Une chose est toutefois certaine, c'est que l'orthographe actuelle nous empêche d'avoir une vision claire du fonctionnement réel de notre langue. Prenons un exemple simple : tout le monde vous dira qu'« en français la marque du pluriel, c'est le S ». Mais cette règle renvoie en fait à un état ancien de la langue, quand elle avait des déclinaisons. La vérité du français moderne, c'est que le nombre se fait avec les déterminants (et même avec des marques qu'aucune grammaire scolaire ne recense ; on pourrait par exemple affirmer que lorsqu'un nom commence par une voyelle, son pluriel se fait par l'ajout d'un "z" à l'initiale : "un arbre, des "Zarbres"). Donc on se trompe de grammaire ! C'est ce que nous montre aussi le controversé "accord du participe passé". La formulation dit bien ce qu'elle veut dire : cette forme "participe" de deux mondes, c.-à-d. qu'elle appartient à la fois au monde du verbe et au monde de l'adjectif. Avec "avoir", c'est un verbe, et en français, on n'accorde par le verbe en genre (même ceux qui connaissent bien la grammaire prononcent peu cet accord-là), alors qu'avec "être", c'est un adjectif, et il s'accorde donc.

Oui, le français est compliqué, mais toutes les langues sont compliquées (y compris l'esperanto), et leur apprentissage demande des efforts considérables. Raison de plus pour que l'on enseigne leur fonctionnement réel et non une image faussée par la graphie. Je comprends très bien qu'on éprouve du plaisir par exemple à retracer une étymologie ; mais c'est là une passion personnelle, que l'on ne peut imposer au corps social. Le français est une langue que tous ses usagers doivent pouvoir écrire : elle ne saurait être la propriété de quelques latinistes.

Mais est-ce que cette dérive élitiste et clivante a toujours existé ?

Au début, lorsque le « roman » émerge du latin — NDLR : le premier texte écrit en roman, c'est le serment de Strasbourg en 842 –, son drame est que le système graphique du latin est inadapté à cette nouvelle langue : il n'y a que 23 lettres en latin et nous avons 36 sons en français !

Il va donc y avoir tout un travail d'adaptation : ajout de lettres (par exemple K et W), introduction de distinctions entre U et V, entre I et J, apparition de nouveaux signes comme les accents, combinaisons de lettres, permettant de rendre compte de la prononciation réelle...



Autour du XIII^e s., la complication est renforcée car la langue devient affaire d'État, - NDLR la langue de l'île de France, domaine royal, qui doit s'imposer sur la langue des grands vassaux qu'il s'agit de mettre au pas - et réglementer cette langue, c'est en faire la propriété d'une caste spécialisée. On voit alors apparaître dans certains mots des lettres supplémentaires qui ne servent à rien (mais les scribes sont payés à la page !) ou des graphies supposées reposer sur de (fausses) étymologies.

Donc, l'écriture du français moderne représente aujourd'hui la rencontre de trois logiques :

- la logique phonologique, qui est sa véritable base ; mais complexifiée par les nécessaires inventions, qui ont permis l'adaptation du système latin à cette logique ;
- la logique étymologique (exacte ou pas) ;
- un logique de distinction des homophones, rendue nécessaire par le mouvement d'usure des mots, plus important pour le français que dans d'autres langues (si en latin, on a dormitorium et en espagnol dormitorio, en français, le mot est devenu dortoir : la moyenne de nos mots est d'un peu plus de 2 syllabes).

Or ces logiques se superposent sans faire système, et se contredisent souvent.

Enfin cette complexité est encore renforcée par le rapport extrêmement étroit de la langue écrite avec les institutions d'État et par une spécialité bien francophone : le poids démesuré de la conscience grammaticale (je dis volontiers qu'un francophone c'est quelqu'un qui souffre d'une excroissance de sa glande grammaticale...)

La petite réforme de l'orthographe en 1990 a en effet suscité beaucoup de réactions : rejet de la tradition, mépris de l'essence même du français, nivèlement par le bas, nouvelle perte du sens de l'effort ... et ces critiques venaient de tous les milieux, y compris de gens qui ne maîtrisent pas bien ces fameuses subtilités !

Je n'ai jamais compris pourquoi une rationalisation intelligente, et qui rendrait plus intelligent, constituerait un nivèlement par le bas. Quand on constate qu'un passage à niveau fait des morts — et l'orthographe fait des morts sociaux —, on le redessine, et on ne règle pas la question par un mur impossible à enjamber sauf par ceux qui réussissent un double saut périlleux ! Comme déjà dit plus haut, gardons l'effort et le respect pour ce qui le mérite !

A l'échelon européen, que constatez-vous sur cette question de la maîtrise de la langue, orale mais surtout écrite ?

Il y a des préoccupations que partagent tous ceux que je rencontre à cet échelon : les modes d'apprentissage, le rapport du citoyen à la diversité linguistique et à la langue maternelle, les questions sociétales liées à la langue, comme par exemple l'accessibilité des textes que produisent tant le secteur privé que les administrations...

Sur ce dernier point, crucial, il y a des règles très simples, mais qui devraient être enseignées et appliquées. Par exemple, quand on écrit avec l'objectif d'être lu, il est préférable d'utiliser un mot pour une notion, et toujours ce mot (contrairement à la règle scolaire selon laquelle on devrait varier son style et ne pas répéter plusieurs fois le même mot dans le même texte. Mais voilà : si un journaliste écrit "Donald Trump", puis un peu plus loin "le 45^e président des USA" et enfin "le locataire de la Maison Blanche", nombreux seront les lecteurs qui ne comprendront pas qu'on parle toujours de la même personne). Autre exemple : on sait que le conditionnel est souvent compris comme un indicatif ("pourrait" est entendu "pourra").

Pour garder cette idée de doute, il vaut alors mieux mettre l'indicatif et un adverbe comme "peut-être". Mêmes constats pour la voix passive ou le sujet placé loin du verbe, tous éléments qui opacifient le texte et en rendent difficile la compréhension. Il est évident que pour prendre conscience de cela et pour connaître les manières d'écrire plus lisiblement, il faut se former. Mais cette écriture conviviale n'est pas enseignée ; on considère que c'est à chacun à l'intégrer dans son bagage individuel.

Mais certains pays sont déjà plus avancés que nous sur le chemin des solutions. Par exemple, la Grande-Bretagne est très attentive à ce que les documents qui arrivent aux habitants soient rédigés dans une langue accessible. Il y a même des prix décernés aux meilleures réalisations.

Si cette réflexion démocratique est largement partagée chez les experts, elle l'est très peu par le public cultivé et par ceux qui nous gouvernent. Pourtant la langue est bien porteuse d'enjeux et utiliser un niveau de langage plutôt qu'un autre n'est pas anodin. Quand un patron dit qu'il veut la « modération salariale » et que le représentant syndical entame la discussion en reprenant le terme à son compte, il part avec un handicap : il reconnaît implicitement que les salaires sont trop élevés, puisqu'on ne « modère » que ce qui est excessif ! Il devrait utiliser une terminologie alternative, comme « baisse de salaire ».

Tout ceci montre qu'il y a un aspect citoyen de la maîtrise de notre principal outil de communication : il ne s'agit pas seulement de rédiger de beaux articles de presse ou des dissertations.

Mais la plupart du temps, nos gouvernants ne comprennent pas cet aspect citoyen. Quand je les rencontre pour en parler, on me dit des choses comme "ah ! le français ! Les subtilités de notre belle langue !", et on passe à autre chose. Un cas comme celui que j'ai vécu jadis avec le ministre de la fonction publique fédérale est exceptionnel : comme il affirmait dans un entretien qu'il fallait améliorer la communication avec le citoyen, j'ai pris contact avec lui. Et le résultat a été la mise sur pied dans son ministère d'une cellule travaillant sur la lisibilité des textes destinés au grand public.

S'il faut une langue plus accessible, plus conviviale, peut-on imaginer un mouvement analogue à ce que la Grèce a connu au 20^e s. où la Katharevousa, seule utilisée dans l'écrit, a dû céder la place au démotiki plus simple et plus proche de ce que parlaient les gens ?

Vous évoquez, sans le savoir, une expérience de Raymond Queneau. Dans les années 30, il visite la Grèce, constate cette évolution et s'en inspire pour réécrire « Le discours de la méthode » de Descartes en français courant. Cette expérience grecque n'eut pas de suite, sinon dans la publication de son premier roman « le Chiendent » qui montre notamment qu'un autre français est possible, affirmation qu'il va beaucoup théoriser au cours de sa carrière.

Bien sûr, on pourrait se demander pourquoi en français, nous avons encore, avec certains S qui ne se prononcent pas, des traces de déclinaisons, alors que celles-ci ont disparu depuis le XVe s. ! Ce n'est pas la seule bizarrerie : pourquoi monétaire et monnaie, pourquoi poids avec « d » alors que le mot vient de « pensum », et encore tant de choses qui compliquent notre rapport à la langue ?

Évidemment, il ne faut pas rêver : une vraie révolution linguistique est impensable, si ce n'est dans la foulée d'autres bouleversements puissants. C'est ce qui s'est produit lorsqu'Ataturk imposa l'alphabet latin au lieu de l'écriture arabe pour écrire le turc : ce n'est qu'une des multiples conséquences de la chute de l'empire ottoman.

Par contre, modifier le rapport du citoyen à la langue écrite pour qu'il puisse en comprendre l'arbitraire, en repérer les enjeux comme instruments de pouvoir et de sélection, travailler pour en faire un outil de communication plus accessible, simplifier les participes passés, ... tout cela, qui est éminemment souhaitable, est peut-être réalisable.

Ne pensez-vous pas que le changement se fera par la force de l'usage déviant ? Quand on voit comment écrivent des milliers de gens dans les réseaux sociaux, comment des graphies fausses, des erreurs grammaticales sont largement partagées, les autorités ne seront-elles pas obligées de changer ?

Non : je suis pessimiste à ce sujet ! Après la mini-réforme de 1990, les pouvoirs publics et les institutions gestionnaires de la langue ont été assaillis de reproches : on les accusait d'encourager le laisser-aller, la loi du moindre effort. Et c'est, dans certaines réunions, un dossier qu'il est à présent interdit d'aborder : pour l'Académie française, réformer encore, c'est non, et le Politique est devenu très frileux.

Pourtant, la toute grande majorité des professeurs de français, qui constatent chaque jour les désastres dans leur classe, sont partisans de normes écrites plus conviviales. C'est ce qu'ils ont réclamé lors de leur dernier congrès mondial. Mais ils ne sont pas entendus. Naguère ils se sont adressés au réseau OPALÉ (Organismes francophones de politique et d'aménagement linguistique) qui, depuis 2009, regroupe les « gestionnaires de la langue française » du Québec, de la France, de la Suisse Romande et de la Communauté française pour que soit examinée la réforme de l'accord du participe passé, mais même des pays autrefois à la pointe comme le Québec sont devenus très timides.

Alors ce français compliqué risque-t-il d'entrer au XXI^e s. dans la catégorie des « langues mortes » ?

Le français a certes perdu des positions : il y a 40 ans, dans la plupart des Congrès scientifiques internationaux que je fréquentais, les communications et les documents étaient à 50/50 français anglais, et aujourd'hui la domination anglaise est quasi totale.

Mais le français n'est pas en aussi mauvais état qu'on le croit généralement : il progresse même. Son expansion est liée à celle de l'Afrique mais, pour en appuyer l'usage et lui donner du poids, cette Afrique doit elle-même faire évoluer son enseignement et se développer économiquement. Comme quoi l'avenir du français est lié au développement du sud. Il y a aussi des progrès dans d'autres secteurs : ainsi un pays d'Europe Centrale comme la Hongrie a mis en place des filières de co-diplomation où la majorité des cours sont donnés en français.

Et une langue universelle comme l'esperanto, qu'en pensez-vous ?

J'y suis sensible et je me suis informé, en lisant notamment des grammaires espérantistes.

Son avenir ? Il y a une étude importante sur les politiques linguistiques en Europe et leurs coûts : le rapport Grin ². L'auteur, économiste, y évoque trois scénarios d'enseignement : une langue monopolistique, la même pour tous — concrètement : l'anglais —, trois langues pour tous, et enfin l'esperanto pour tous, en appui du multilinguisme.

Ce scénario 3 a de réels avantages financiers — enseigner l'esperanto à tous divise par deux le coût du scénario 1 — mais aussi psychologiques puisque, n'étant la langue de personne, l'esperanto serait la langue de tout le monde : on évite tant l'hégémonie que le sentiment d'infériorité.

Mais elle n'a pas bonne réputation, généralement par ignorance. Cette solution ne serait envisageable qu'à la condition qu'il y ait une politique très volontariste et très concertée des gouvernements pour y faire adhérer le citoyen. On peut y ajouter le fait que renoncer à sa langue au profit d'une autre, ce n'est pas évident à l'heure où l'on constate tant de replis sur

² Le rapport *L'enseignement des langues comme politique publique* ou rapport Grin est un document rédigé en 2005 par François Grin, professeur à l'université de Genève comme économiste, à la demande du Haut Conseil à l'évaluation de l'école français.

Ce document tente de répondre aux questions suivantes : « quelles langues étrangères enseigner, pour quelles raisons, et compte tenu de quel contexte ? ». Ce document traite des politiques linguistiques raisonnées du point de vue du coût économique, ainsi que des implications politiques et culturelles.

Ce rapport est connu au niveau européen et a fait l'objet d'une question écrite au Parlement européen. Cependant, il n'a été suivi d'aucun changement en pratique dans la politique linguistique d'un État. [source WIKIPEDIA https://fr.wikipedia.org/wiki/Rapport_Grin]

soi. Ce n'est donc pas une solution à court terme, mais la situation pourrait changer sur le temps d'une génération.

Le plus gros obstacle reste peut-être pour moi la motivation : on décide d'apprendre une langue parce qu'elle va nous permettre de changer de fonction, d'augmenter notre salaire, de visiter un pays inconnu et de communiquer avec ses habitants, de mieux connaître son voisin... donc pour des bénéfices liés au contexte de la langue apprise. Or l'esperanto n'a pas d'image forte. Pour créer un vrai mouvement mobilisateur, il faudra donc davantage que la conviction des militants ³ !

Reste qu'au sein de l'Union, la place du français s'amenuise, tant dans les documents qui circulent au Parlement que dans ceux émanant de la Commission. Une des causes est la réelle schizophrénie que vit l'UE. D'un côté, elle se veut une terre de diversité linguistique, ce que proclame symboliquement son passeport multilingue, elle célèbre une « Journée des langues », elle se dit consciente de la richesse culturelle et langagière que portent les 28. Et pourtant tout, dans son fonctionnement, affirme l'inverse. Dans le projet de Constitution européenne, on trouvait pour ce qui concernait la diversité, des verbes comme « promeut, encourage, souhaite, recommande ». Mais en face, dans les chapitres qui parlaient de l'économie libérale, on ne trouvait plus que des « oblige » et des « interdit » : aucun obstacle ne peut se lever devant l'ouverture totale des marchés et le sacro-saint libre-échange. Et le respect de la diversité viole ce principe, car il créerait des barrières en augmentant les coûts. D'où le tout à l'anglais. Qui peut au jouer au détriment même de la sécurité, comme lorsque telle entreprise se voit autorisée à délivrer des modes d'emploi exclusivement en anglais, au risque que ses produits dangereux soient mal utilisés !

S'il est donc urgent que le français se modernise et que le citoyen retrouve confiance dans sa langue, cela ne se fera que dans une grande association des langues. Il me semble qu'en Europe, tout citoyen devrait parler, outre l'anglais et la sienne, une troisième langue ; cela ferait respecter le principe de diversité.

Interviewé par Th. Jamin



³ On peut relire les textes de notre ami Germain Pirlot parus dans les numéros précédents et découvrir ceux publiés ci-après, qui en étonneront plus d'un, comme le fait qu'il y ait en Belgique des écoles qui proposent l'apprentissage de l'esperanto, qu'il y ait des étudiants Erasmus esperanto, des enfants dont c'est la langue maternelle, leurs deux parents s'étant rencontrés lors de congrès ou d'échanges esperantistes et ayant décidé que l'esperanto serait la langue de leur couple et de leur famille, que des municipalités se déclarent « ville de l'Esperanto », etc.

VIE DE L'EUROPE

Gérard Deprez au Parlement européen « Crise des migrants, crise de l'Europe ? »

A l'initiative de *la Libre*, une après-midi européenne était proposée aux abonnés : visite du Parliamentarium, arrêt au Parlement pour assister à une séance plénière et enfin rencontre avec Gérard Deprez, député européen pour ce qui n'était pas, à proprement parler, une conférence mais plutôt un débat autour du thème « crise migratoire, crise de l'Europe ? ». Mon impression fut d'écouter un homme déterminé, généreux, qui sentait bien toute la complexité du problème mais perdait patience : devant la frilosité de certains Etats membres et la xénophobie affirmée d'autres. Il proposait donc une approche pragmatique, réaliste, en tout cas dans un premier temps.



Q. Est-ce qu'on va voir diminuer les arrivées d'immigrants en Europe ?

Non, c'est un phénomène qui va durer encore de longues années et peut avoir des conséquences importantes sur nos populations. Si elles vont continuer, c'est parce que les pays en guerre ne se stabilisent pas. On peut d'ailleurs imaginer ce qui se passerait si jamais d'autres pays comme l'Egypte, avec ses 70 millions d'habitants et d'où ne vient quasi aucun migrant, avaient des problèmes.

D'autre part, la population d'Afrique est très jeune, la population va doubler en quelques années ; les régimes politiques en place sont durs, peu respectueux des droits de l'Homme, et donc une population jeune sans espoir sur place ne peut qu'être attirée par la richesse de l'Europe, ceci représentant alors plutôt une immigration économique.

Q. Que se passe-t-il avec eux actuellement ?

Les migrations humanitaires sont normalement définies par les règles de l'ONU qui imposent d'accueillir les personnes en danger. Encore faut-il que leur nombre et le court délai dans lequel se réalisent ces arrivées ne rendent pas la chose impossible dans la réalité.

D'autre part, il y a tous les cas économiques ou entre les deux.

Le vrai problème est que, pour ces populations, il n'y a pas de circuit légal qui permette d'entrer dans l'UE. Il faudrait instaurer un guichet où le candidat pourrait introduire sa demande. Il suivrait alors un parcours reconnu de demande d'entrée au lieu de ne pouvoir le faire que de manière clandestine et donc non surveillable.

Une piste a été l'accord pris avec la Turquie qui joue le rôle de sous-traitant. On lui donne l'obligation de garder les gens en échange d'argent, environ 3 milliards chaque année. Ce deal a permis de diminuer fortement les traversées vers la Grèce. Donc réguler le flux impose de déplacer les frontières vers les pays de départ.

Si les arrivées à l'est sont mieux gérées, au sud les flux ont recommencé vers l'Italie et là, on n'arrive pas à conclure des accords semblables avec la Lybie.

Je pense dès lors qu'il faut créer des voies d'accès légales: déterminer un parcours passant par des camps de l'ONU. On examinerait les demandes et déterminerait des destinations liées à des quotas par pays. Ce serait mieux organisé et moins dangereux pour les migrants. On peut aussi penser à créer une « blue card » accordée par tirage au sort aux gens qui entrent légalement.

Mais comment aider à développer les pays en manque ?

On pourrait déterminer les besoins économiques des pays de l'UE chaque année, établir une grille de critères assortis de points, faire un appel aux candidats qui accumulent les points positifs et seraient donc à même de trouver des places sur notre marché du travail. On mettrait alors en place une immigration choisie comme en Australie et au Canada.

Une chose est sûre, c'est qu'il faudra s'y mettre sans trop tarder puisque - cfr supra -, il ne faut pas espérer que les flux vont diminuer.

Or ces afflux non gérés ont une grosse influence sur la montée des extrêmes qui menacent la démocratie.

Et concrètement on fait quoi ?

Pour le resettlement, il se ferait selon les bonnes volontés de chaque pays en fixant ses quotas.

Pour ceux qui sont déjà ici, cela n'est pas possible. Pour l'instant, (NDLR en novembre 2016) on fait face en Grèce et en Italie, à environ deux fois 60.000 demandes. Or on est encore sous le régime des accords de Dublin signés à une toute autre époque, celle où les



seuls problèmes qu'on envisageait étaient le flux de réfugiés de l'Est. Ces accords disaient que le premier pays européen qui recevait le migrant devait s'en occuper. Mais les principaux pays frontières, face aux Etats en guerre ou dans la misère, sont l'Italie qui n'est pas très prospère et la Grèce, qui ne se porte pas mieux. C'est pourtant eux qui reçoivent les réfugiés pour des raisons de proximité géographique et en portent tout le poids.

On veut donc réformer ce système en déterminant des quotas qui seraient fonction de la population locale: X migrants par milliers ou millions d'habitants.

L'Ouest n'a pas dit non mais l'Est, surtout le groupe de Viktor Orban a clairement dit non. Orban a crûment expliqué ses raisons : nous sommes blancs et historiquement chrétiens, donc nous refusons tout élément divergent. Choquant mais ce qui se dit tout haut à l'Est est souvent pensé et partagé plus discrètement à l'Ouest.

La réflexion, compliquée, se poursuit pourtant avec l'apparition de nouveaux concepts comme la solidarité alternative par exemple, qui obligerait celui qui refuse son quota de payer une contrepartie à l'accueil.

Comment intégrer ces populations une fois qu'elles sont installées ?

Et bien ce n'est pas évident comme le montrent les attentats, les filières djihadistes, etc.

Le problème (et ses solutions) n'en est qu'à ses balbutiements, dans toute l'Europe d'ailleurs. Des ghettos se sont constitués dans nos villes qui enferment et séparent les communautés.

Exemple frappant : une prof décide d'aller avec un groupe de jeunes de Molenbeek visiter la périphérie et ceux-ci se retrouvant à Wavre, très mal à l'aise dans un contexte belgo-belge, affirment : "on n'est pas chez nous!"

L'Europe n'a en fait pas développé jusqu'à présent de compétences face à la thématique de l'intégration, qui se faisait (ou était censée se faire) sur le tas, sans encadrement particulier.

L'apparition du terrorisme a tout compliqué car les origines des migrants sont souvent reliées à une seule religion, l'Islam, qu'on assimile sans nuance aux attentats terroristes.

Rappelons pourtant que tous les Européens sont des sangs mêlés, celtes, latins, barbares plutôt de l'Est mais en tout cas pas de purs autochtones.

Qui sont ces migrants, les connaît-on ?

Les réfugiés politiques doivent produire des papiers d'identité et des documents qui justifient de leur situation de danger et donc on sait qui ils sont et d'où ils viennent.

Les réfugiés économiques ont rarement des papiers, car ils veulent éviter de se faire renvoyer dans leur pays d'origine.

En effet, d'après les règles internationales, on ne peut renvoyer que vers un pays qui acceptera ce retour, donc si on n'a pas d'accord ou si on ne connaît pas le pays de départ, le retour est légalement impossible.

Q Pourquoi le deal avec la Turquie qui nous humilie et finira par dénoncer l'accord ?

Il faudrait trouver d'autres pays volontaires en les payant, pour qu'ils jouent le rôle des Turcs, comme la Jordanie, le Liban, ...

En attendant on a fait preuve d'un peu de solidarité envers les pays frontières qui étaient complètement débordés. On a créé des mécanismes pour soulager les pays faillis comme la Grèce mais aussi pour nous protéger de risques financiers qui menaceraient nos banques.

On n'aide pas vraiment les pays accueillants : on a remplacé Frontex⁴ par une agence d'aides à l'administration, de mises en place de bureaux. Et nous envoyons depuis peu des chèques.

Conclusion : posé ainsi, le problème est insoluble et la Belgique gère la situation de manière déplorable. La loi oblige à se préparer pour recevoir les quotas répartis mais en fait on se prépare et puisque les règles ne progressent pas, personne n'arrive. Donc il y a donc beaucoup de dépenses inutiles.

D'autre part, pour la majorité des citoyens, le vrai problème n'est pas constitué par les nouveaux réfugiés mais par les allochtones installés, parfois depuis deux générations, qui ont une visibilité plus importante qu'avant, avec les femmes voilées notamment ou les magasins halal. On a l'impression qu'ils sont très nombreux. Mais ils sont surtout plus repérables que si on avait des milliers de Polonais blancs, catholiques, travaillant dans la construction !

La montée des extrémismes dans l'UE est rapide et inquiétante! On



⁴ Frontex aide les États membres de l'UE et les pays associés à l'espace Schengen à gérer leurs frontières extérieures. Elle contribue à harmoniser les contrôles aux frontières au sein de l'UE. Elle facilite la coopération entre les autorités de surveillance des frontières dans l'UE, en fournissant une expertise et un soutien technique. (source : europa.eu)

se radicalise un peu partout mais il faut bien avouer qu'on n'a pas encore trouvé de moyens légaux et humanistes, pour gérer la question.

Tant que tous les pays de l'UE ne prendront pas le problème à bras-le-corps, il n'y aura aucun changement spontané dans un sens positif.

B rêves

Les 60 ans du Traité de Rome fondant l'UE le 25 mars 1957, se fêteront de diverses manières dans les Etats membres. La liste des manifestations se trouve sur le site http://europa.eu/european-union/eu60_fr

Voici quelques évènements prévus chez nous



- **9-13 mars – Le Traité de Rome à la Foire du Livre de Bruxelles.** Le stand de l'Union européenne présentera une copie du Traité aux visiteurs. Un quiz sera organisé à cette occasion avec de nombreux prix à gagner.
- **13-24 mars – Campagne dans des écoles en Flandres et en Wallonie avec le *Federal Truck*** pour parler des 30 ans du programme ERASMUS+ et des 60 ans du Traité de Rome, en partenariat avec la Chancellerie du Premier Ministre et les agences nationales EPOS, BIJ et AEF.
- **20-24 mars - Semaine européenne pour les étudiants internationaux** à l'Université de Saint-Louis, organisée par l'association Student for Europe – Brussel dont l'objectif est de rassembler les jeunes Européens autour du grand projet de construction européenne.
- **28 mars - « Passé, présent et avenir de l'Europe. Quel impact sur les jeunes citoyens de la Province de Luxembourg ? »** Conférence – débat avec le député européen Claude Rolin et les étudiants de 5, 6, et 7^e secondaire au LEC à Libramont. Organisée par le Centre d'Information Europe Direct de la Province du Luxembourg.
- **2-6 mai – Simulation du processus de décision européen avec 150 jeunes européens**, organisée par Brussels Model European Union avec le soutien de la Représentation.
- **6 mai – Exposition: L'héritage du Traité de Rome dans l'Europe d'aujourd'hui** – à l'intérieur du Berlaymont – à l'occasion de la Journée Portes ouvertes des institutions européennes. Entrée libre et gratuite.
- **9 mai – Journée de l'Europe à Bruxelles** – le 60ème anniversaire du Traité de Rome sera mis à l'honneur à travers une exposition et une célébration commémorative symbolique sous le skyshelter Dome du rond-point Schuman.
- **9 mai – Cercle royal Gaulois, 18 heures, concert de « I Musici Brucellensis »** direction : Zofia Wislocka. (Vivaldi, Kalinnikov, Haydn, Albeniz et Oscar Strauss).

Pour se faire sa propre opinion, creuser une question d'actualité, connaître les projets en cours, ... toutes les publications de l'Europe dont on peut avoir besoin, c'est ici :

<https://bookshop.europa.eu/fr/home/>

Comment faire aimer l'Europe aux enfants (Foire du Livre « questions clés » avec Véronique Tyberghien)

http://www.rtbf.be/auvio/detail_questions-cles?id=2193375

L'AEDE-EL & SES PARTENAIRES

Germain Pirlot, notre collègue espérantiste

1. Poursuivons d'abord notre découverte du monde de l'Esperanto avec Herzberg am Harz – la ville de l'espéranto

Depuis le 12 juillet 2006, Herzberg am Harz en Allemagne est dénommée « la ville de l'espéranto » par décision unanime des quatre partis du Conseil Municipal présidé par le maire Gerhard Walter qui déclara à cette occasion : « *L'emploi de cette langue a permis de relancer avec succès mes contacts entre les villes jumelées de Herzberg et de Gora en Pologne* ». C'est en août 2006 qu'a eu lieu, dans l'Hôtel de la Jeunesse de la forêt de Herz-berg-Pölde, la première rencontre des élèves d'espéranto des deux villes ; des rencontres semblables sont organisées chaque été avec une large participation internationale.

Les activités sont coordonnées par le Centre Interculturel de Herzberg local, régional et international, qui organise des cours d'espéranto, des séminaires, des conférences et des congrès, gère une bibliothèque et des archives, tout en se mettant à la disposition des visiteurs pendant toute l'année. Ce centre travaille en collaboration avec la Ligue Internationale des Enseignants d'Espéranto (voir Bulletin d'Information, oct.-déc. 2016, p. 16-17 - <http://www.aede-el.be/uploads/documents/BI/BI-2016-12.pdf>).

De nombreuses activités sont organisées dans le cadre des projets européens Comenius, Grundtvig, Erasmus+

Par exemple en 2012-2014 se déroula le projet Comenius pour des élèves de 11-18 ans de Győr (Hongrie), Mazara del Vallo (Italie) et de Herzberg am Harz. Le projet avait pour but de faire collaborer des élèves pour qu'ils puissent s'informer les uns les autres sur l'histoire locale, la géographie, les traditions, les coutumes et les cultures spécifiques à chaque région. Après des rencontres virtuelles, il y eut des rencontres réciproques en Italie (printemps 2013), en Hongrie (automne 2013) et la rencontre finale à Herzberg (printemps 2014).

Un autre projet (2016-2018) est la formation d'adultes pour l'enseignement avec des partenaires polonais (*Halina Komar, Centre d'éducation interculturelle*) et slovaques (*Peter Balaz, E@I*). Une première session de formation s'est tenue en Pologne fin septembre 2016, partiellement en parallèle avec une session à l'Institut de Linguistique de l'Université Adam Mickiewicz de Poznan ; une autre session de formation est prévue à Herzberg am Harz en octobre 2017 et la dernière en Slovaquie en 2018.

Projet ministériel

Dans le cadre du projet ministériel « *Vielfalt tut gut* » (la diversité des couleurs est positive) pour les familles, les seniors, les femmes et les jeunes, une chorale internationale espérantiste a été créée. Le but est, par le chant, d'aider à la connaissance de diverses langues et cultures, d'enseigner l'amitié, la tolérance, la compréhension entre les peuples. Dans le répertoire l'on trouve des chansons populaires ou qui soulignent la paix, l'amitié, la liberté. Ce groupe du nom de « *Buntaj birdoj* » (Oiseaux multicolores) est composé de jeunes et de moins jeunes, d'hommes et de femmes, d'autochtones et d'émigrés, de personnes de diverses langues maternelles, qui chantent en espéranto et dans d'autres langues.

Programme pour 2017

Pour cette année ce sont une vingtaine d'activités qui sont programmées dans cette ville allemande et annoncées sur le site :

<http://esperanto-urbo.de/page.php?pid=24837007>

2. Appréhender la réalité d'un monde scolaire qui nous est étranger sans la barrière des langues est un énorme avantage auquel nous fait participer G.Pirlot

L'Ecole en Finlande : Stop ou encore ?

Le *Pacte d'excellence*, partant notamment du constat aussi catastrophique que récurrent de la médiocrité de notre enseignement, s'est appuyé sur les méthodes utilisées dans des pays où l'on semble avoir trouvé la bonne approche des jeunes et de leur apprentissage. Parmi ces pays, la Finlande est régulièrement citée. Il était donc intéressant d'en savoir plus que les clichés ou raccourcis habituels.

Notre collaborateur Germain Pirlot qui peut dialoguer avec les habitants de tous les pays de la planète à la seule condition qu'ils soient espérantistes, a pris contact pour nous avec deux enseignantes finlandaises. Elles sont aujourd'hui à la retraite mais ont gardé un grand intérêt pour leur profession et de nombreux contacts avec leurs anciens collègues. Le point de départ est que, même dans ce pays modèle, des critiques apparaissent et des difficultés nouvelles doivent être surmontées.

Raita Pyhälä, Hyvinkää,
professeur d'anglais à la retraite - janvier 2017

Les évaluateurs sont surpris et inquiets vu que les capacités des garçons restent très inférieures à celles des filles en lecture, écriture, mathématique et sciences, même en physique. Cela semble être dû au fait que les filles lisent plus et enrichissent ainsi leur vocabulaire; elles apprennent aussi à s'exprimer et à argumenter. Les garçons passent beaucoup trop de temps à regarder des films vidéo ou à paresser avec des jeux digitaux ... et n'apprécient ni l'étude ni l'enseignement. Un garçon d'environ 14-15 ans a même déclaré à la TV que c'est aussi la faute des enseignants, qui sont injustes et favorisent les filles !

Ce qui est positif en Finlande est la gratuité de l'école primaire jusqu'à 15-16 ans, et un enseignement gratuit pour les 16-19 ans. L'on trouve peu d'écoles privées, seulement quelques-unes comme Steiner et Montessori. La gratuité signifie que le matériel scolaire, le déplacement vers et à partir de l'école (si la distance est supérieure à 3 km) et le lunch sont gratuits. Au niveau des 16-19 ans, on doit payer le matériel scolaire. En Finlande la communauté paie les bus, également des taxis si c'est nécessaire; les distances en Laponie peuvent parfois atteindre quelques dizaines de kilomètres, voire une centaine.

Actuellement les spécialistes et les administrateurs de l'enseignement soulignent que la manière d'enseigner doit être celle de l'enseignant-guide, une personne qui aide, mais que les élèves doivent eux-mêmes se creuser la cervelle, construire leurs connaissances et avant tout, ils doivent apprendre où chercher des informations, comment les évaluer. Ils doivent apprendre à penser. Les enseignants doivent susciter de l'intérêt pour cela, sans causerie et sans demander pour les examens des répétitions notées. Bref, les élèves doivent parler alors que l'enseignant doit se taire le plus souvent ; ce qui est difficile pour l'étude d'une langue étrangère !

Des points négatifs sont la détérioration de la discipline, les smartphones utilisés à mauvais escient à l'école, le manque de connaissances et d'habileté en informatique parmi les enseignants - les élèves se sentent supérieurs –, trop de TV, moins de patience, moins de remèdes de la part de l'Etat et des communes, des groupes plus importants dans les classes.

Dans certaines écoles, on ne s'assied plus à des pupitres bien disposés en rangs, mais on a divers sièges dans la classe : des coussins, une balançoire, des matelas, des tapis, de grands ballons sur lesquels on peut s'asseoir. Les élèves ont le droit de se mouvoir. De même dans la cour, lors des pauses, il est important qu'ils aient des possibilités de s'exercer

corporellement, selon leur intérêt et la place disponible. S'ils doivent rester sans occupation, ils se sentent frigorifiés, s'ennuient et quelques-uns commencent à fumer.

A cause de notre climat froid, les fenêtres des classes ne peuvent pas toujours être ouvertes, d'où le recours à une aération artificielle, cependant l'air dans les classes n'est pas toujours sain. Cela lasse tout le monde. Par ailleurs, si l'école n'a pas été rationnellement construite et qu'apparaissent des moisissures invisibles, les élèves et le personnel sont sujets à des allergies. On doit alors abattre et reconstruire une toute nouvelle école, ce qui entraîne de lourdes pertes d'argent pour l'Etat et les communes.



Non seulement il y a des différences entre les capacités des filles et des garçons, mais aussi selon les régions et l'éducation des parents. Plus les parents ont étudié, plus les enfants réussiraient généralement mieux à l'école. D'habitude les écoles urbaines, principalement dans le sud et dans la capitale Helsinki, ont de meilleurs résultats que les écoles rurales. A mon avis, on peut expliquer cela par la qualité des élèves acceptés dans les lycées (niveau 16-19 ans). Dans les écoles rurales, presque tous les enfants sont admis à cause du nombre peu élevé de ceux qui désirent entrer au lycée, alors que dans plusieurs écoles urbaines, on peut fixer une

limite à cause d'une moyenne insuffisante dans les notes de l'attestation finale de l'école fondamentale. Les lycées les plus exigeants de la capitale acceptent uniquement la « crème ». Cependant, à la campagne, de bons enseignants peuvent aider leurs élèves plus faibles à passer le baccalauréat. Il n'y a aucun examen d'entrée au niveau du fondamental et des lycées, alors que dans mon jeune âge, j'ai dû passer des examens pour chaque niveau.

Quant aux inspecteurs assez craints dans les premières années de ma carrière, dans les années 1960-70, ils semblent avoir disparu !

Sylvia Hämäläinen, Tampere, institutrice retraitée - janv. 2017

Suite à cette réaction d'une lectrice dans le quotidien "La Dernière Heure":

« En Finlande où il n'y a pas d'inspecteurs et où, en respectant le programme, les enseignants sont libres de s'adapter à tous les élèves pour les faire travailler selon leurs propres problèmes sans faire attention aux autres ... alors qu'en Belgique tous les élèves d'une même classe doivent faire la même chose », une enseignante finlandaise fut contactée à ce sujet.

Voici sa réponse :

"Je suis enseignante retraitée, mais j'ai interrogé quelques enseignants en fonction dans mon ancienne école située dans la ville de Tampere (225.000 habitants) fréquentée par 375 élèves; les classes comptent en moyenne 24 enfants, et 34 d'origine étrangère reçoivent un enseignant spécial en finnois.

L'enseignant est responsable de sa classe et est libre d'utiliser la méthode de travail qu'il lui convient le mieux. Depuis plusieurs dizaines d'années déjà, il n'existe plus d'inspecteurs et les principes de l'enseignement sont stipulés dans les programmes de l'enseignement national et communal, mais chaque école établit son propre plan d'action basé sur les programmes précités et les respecte.

En principe dans les écoles primaires, un enseignant enseigne toutes les branches à sa classe, du moins la plus grande partie d'entre elles. Ce qui fait que l'enseignant a une bonne connaissance de chaque élève pour pouvoir le guider selon la meilleure méthode. Il est aussi possible qu'il suive la classe de la 1^{re} jusqu'à la 6^e année.

Il existe le droit de diviser la classe en deux groupes pour certaines matières, mais actuellement c'est seulement valable dans une certaine mesure, car l'on doit économiser. Dans les classes 1-2, on divise pour les mathématiques, la langue maternelle et les travaux manuels. D'autres classes (3-6) sont divisées pour les travaux manuels de sorte que chaque élève suit pendant un semestre des activités textiles et pendant l'autre des travaux techniques. Actuellement les classes supérieures ont le droit limité de diviser pour les mathématiques et la langue maternelle qui est le finnois dans notre région, le suédois dans la région côtière. Quelques étrangers reçoivent un peu d'enseignement dans leur langue comme langue maternelle.

En général dans les manuels utilisés pour les mathématiques et la langue maternelle, il y a des travaux à trois degrés. L'ensemble de la classe reçoit le même enseignement, mais pour s'exercer et pour les travaux à domicile, l'enfant choisit des travaux à son propre niveau.

Si une branche ou un point de la matière est plus difficile pour certains élèves, ils peuvent recevoir un enseignement d'appoint par un enseignant spécialisé. Cela a lieu en même temps que la classe, mais dans un autre local. Ces enseignants spécialisés apportent leur aide également à un enfant qui a des difficultés pour prononcer un son, ou qui a peur de lire à haute voix ou de parler en classe, ou si l'enfant a un autre problème personnel. Dans l'école mentionnée ci-dessus, il y a des groupes restreints dans lesquels étudient des élèves qui ne sont pas capables de suivre un enseignement normal.

Par exemple, dans l'école citée ci-dessus, les 34 élèves, qui ont une autre langue maternelle, reçoivent un enseignement spécial en finnois, 1, 2 ou 3 leçons par semaine, selon leurs connaissances antérieures. L'enfant a le droit de recevoir un enseignement spécial dans la langue et la littérature finnoise pendant toute la période de l'enseignement primaire. A Tampere, l'enseignement est donné dans plus de 30 langues étrangères, qui sont des langues maternelles des élèves.

Le but de l'évaluation est de stimuler les élèves dans l'étude. On ne compare pas les travaux individuels et une progression avec d'autres élèves, mais avec les buts fixés. A propos de la progression, on doit souvent donner suffisamment de connaissances à l'élève et à l'enseignant.

A la fin de chaque semestre, l'élève reçoit ce qu'on appelle une attestation semestrielle avec une évaluation sur la façon dont l'élève a atteint les buts dans toutes les branches et les thèmes abordés pendant ce semestre. La commune décide si les attestations semestrielles dans les classes 1-7 sont mentionnées en chiffres ou en mots. Cependant des chiffres doivent être donnés au moins dans la dernière attestation de la 8^e classe (La 9^e est la dernière dans l'école secondaire); le plus souvent les attestations sont exprimées en mots".

Ce qui nous a paru intéressant à mettre en évidence, c'est que les facteurs qui ont permis la réussite sont beaucoup plus complexes que la filière unique ou l'interdiction du redoublement. Il s'agit d'un fonctionnement systémique où tous les éléments ont joué un rôle et les facteurs humains - compétences des enseignants, travail en équipe, engagement et conscience professionnelle - furent et restent au cœur de ces performances !

La CAPP

"Coordination des Associations Pluralistes de Professeurs"

Visite thématique

Le Responsable du Projet pour la CAPP, Monsieur Henri Aertsens, invite **toute personne intéressée** (*), à participer à une Visite thématique en Wallonie qu'il a mise au point pour la CAPP.

Dimanche 4 juin 2017

« *De la Préhistoire au Moyen Age* »

*Programme de la journée (**):*

Voyage en car de Bruxelles, par Wavre, à Corroy-le-Château.
Visite du Château médiéval de Corroy-le-Château
(*Le marquis de Trazegnies sera votre guide dans cette forteresse du XIIIe siècle*).
Maison du XIXème siècle à Balâtre (*arrêt déjeuner*).
Visite de l'Espace de l'Homme de Spy (au coeur de la Préhistoire) à Onoz.
Visite de la Ferme-Château de Falnuée à Nazy (*arrêt temps libre*).
Retour à Bruxelles vers 20h00.

Départ de Bruxelles : à 9 h (près de la Gare Centrale, rue de Loxum (près de la cathédrale St Michel))

Prix : 77 € par personne (prix couvrant le transport en car, les visites et le repas de midi)

Réservation avant le 1er mai 2017 <i>après cette date, contacter l'Agence</i>

auprès de l'AGENCE PIETERS rue de la Fourche 50 - 1000 Bruxelles tél. 02/511.92.60
E-mail : info@travelpieters.be - siteweb : www.travelpieters.be
(Bureaux ouverts du lundi au vendredi, de 9h00 à 17h30, et le samedi de 9h00 à 13h00)

*Le 1er mai est la date limite de l'option réservant un certain nombre de places dans le car.
Après cette date, la personne qui souhaiterait encore participer à la visite doit contacter directement l'Agence Pieters pour savoir si des places sont encore disponibles.*

Les participants réservent eux-mêmes auprès de l'Agence, paient directement à l'Agence, et assument leur déplacement jusqu'à Bruxelles (et retour) et tous les frais induits par la participation à cette activité.

Veillez confirmer votre réservation par un e-mail au Responsable du projet Henri Aertsens :
henri.aertsens@skynet.be

[() Toute personne intéressée par cette visite, enseignante ou non, peut y participer, ainsi que toute personne qu'elle inviterait elle-même (conjoint(e), membre(s) de la famille, ami(e), collègue(s),...)]*

(**) Description complète de l'Agence Pieters au verso ou sur le site www.travelpieters.be.
13.03.2017

Description de l'excursion de l'Agence Pieters

(source : www.travelpieters.be)

DIMANCHE 4 JUIN 2017

DE LA PREHISTOIRE AU MOYEN AGE

" Bruxelles (9h00). Par Wavre à Corroy-le-Château.

Le château le plus authentique et féodal de Wallonie vous ouvre ses portes. Le marquis de Trazegnies sera votre guide dans cette forteresse du XIIIe siècle, bâtie sur le plan du Louvre et inscrite sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Une halte gastronomique est prévue dans une jolie bâtisse de la fin du XIXe siècle idéalement située sur la place de Balâtre : « La Compagnette ».

L'après-midi, nous partons à la découverte de l'Espace de l'Homme de Spy, ancienne station de captage d'eau édifée en 1906 et classée en raison de sa valeur architecturale. Il interprète l'importance du site préhistorique de la grotte de Spy et l'Homme de Néandertal.

Après la visite, nous ferons une halte dans la ferme-château de Falnuée pour nous désaltérer sous les voûtes séculaires de la taverne ou au soleil sur la terrasse située face aux greens.

Retour à Bruxelles vers 19h30/20h00.

Le prix comprend : le car, les visites guidées, le repas de midi (boissons comprises) et un verre en fin de journée. "

(cf. Trimestriel mars-avril-mai-juin 2017 de l'Agence Pieters et <http://www.travelpieters.be>)



rue du Vertbois 27 - 4000 LIEGE
 tél. : +32 4 221 04 65
 fax : +32 4 237 09 97
 info@inforef.be

www.inforef.be



Vous désirez être formé pour postuler à l'étranger ?

Testing gratuit d'une plateforme de formation à la **recherche d'emploi**

Formation **linguistique** (en espagnol, français, allemand et italien)

Guidance professionnelle

Mai-juin 2017

Dans le cadre d'un projet européen, nous développons une plateforme de formation à destination des personnes qui envisagent de travailler à l'étranger, dans l'un des pays suivants : Autriche, Belgique, Espagne, Italie et Royaume-Uni. Les modules d'exercices suivront la méthodologie dite « CLIL » (*Content and Language Integrated Learning*), qui permet aux apprenants de se former à un sujet tout en renforçant leur maîtrise d'une langue. Ces exercices en ligne permettront donc de découvrir le marché de l'emploi d'un pays, d'apprendre à y rechercher du travail, à postuler... dans la langue du pays en question. Nous recherchons minimum 20 participants pour tester les modules d'une ou plusieurs langues.

Avantages :

- Apprendre à chercher un emploi dans un pays européen grâce à des textes, vidéos et fichiers audio produits par des professionnels
- Renforcer sa connaissance d'une langue étrangère dans le domaine professionnel
- Pouvoir profiter d'un soutien et d'un feedback de la part d'une équipe professionnelle
- Obtention d'un certificat de participation

Conditions :

- Être étudiant, employé ou demandeur d'emploi ;
- Avoir un niveau B2 ou C1 dans l'une des langues cibles (allemand, anglais, espagnol, français ou italien) ;
- Être prêt(e) à réaliser l'ensemble des exercices de l'un des niveaux (B2 ou C1)
- Être disponible en mai-juin pour effectuer les exercices (durée : une quinzaine d'heures)
- Apporter un feedback à la fin des exercices

Intéressé(e) ?

Contactez Inforef, coordinateur et partenaire belge du projet à l'adresse : info@inforef.be

Site du projet : <http://vgclil.eu/index.php>

Facebook : <https://www.facebook.com/vgclil/>

Twitter : <https://twitter.com/VGCLILproject>

Co-funded by the
 Erasmus+ Programme
 of the European Union



This project has been funded
 with support from the European Commission.
 This publication reflects the views only of the author,
 and the Commission cannot be held responsible for any use
 which may be made of the information contained therein.

15PA0003 (2015-1-BE01-KA204-013197)

ON A LU, VU & SÉLECTIONNÉ POUR VOUS

LIVRES

Dans le supplément *Lire* de la Libre Belgique du lundi 20 février dernier, l'attention de la rédaction a été attirée par les recensions de deux ouvrages qui concernent l'Europe. Intéressant pour notre bulletin trimestriel !

De ces recensions, nous reprenons ci-dessous les éléments qui nous ont paru les plus intéressants.

L'Occident vu de Russie anthologie établie par Michel Niqueux / Institut d'Études slaves / 790 pp env 40 €. Par Jacques Franck, qui donne comme titre à son article : « Une anthologie sans pareille, un monument. Le regard des Russes sur l'Europe. Un éclairage crucial sur le débat entre occidentalistes contre slavophiles ».

Il cite dès l'abord une phrase d'un spécialiste du monde russe, Georges Nivat : l'Occident, « soumis au politiquement correct, ne connaît presque rien de la culture russe actuelle ». Un seul thème est abordé dans cette anthologie : le regard favorable ou hostile des intellectuels russes sur la prétention de l'Europe occidentale à se présenter depuis les Lumières comme un modèle universel. Questions que pose le professeur Niqueux : « ... la Russie, empire multiethnique à dominante slave, a toujours dû s'interroger sur son identité : Qu'est-ce que la Russie ? Quelle est sa raison d'être, sa loi historique ? D'où vient-elle ? Où va-t-elle ? Que représente-t-elle ? »

Michel Niqueux a rassemblé 365 textes de 140 auteurs qui donnent des éléments de réponse à ces questions.

D'un journaliste et historien (Nicolas Karamzine 1760-1826) au président Poutine. Tous auteurs déçus par un Occident qui succombait au matérialisme, au scientisme, à l'athéisme. L'imitation de l'Occident va diviser le monde intellectuel russe. C'est sous le règne du tsar Nicolas 1^{er} (1825-1855) que se mettent en place les grilles de lecture, tantôt positives, tantôt négatives, de l'Occident et se mettent en place aussi deux grands courants antagonistes, occidentalisme et slavophilie, qui divisent la société russe jusqu'à maintenant.

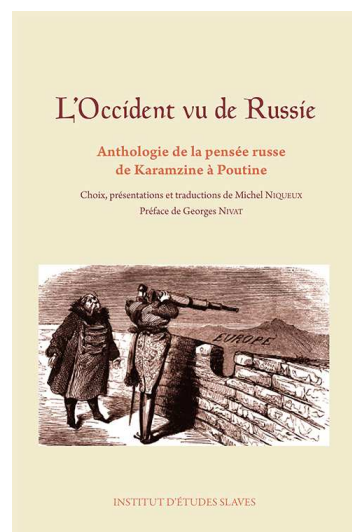
La suite de l'article de Jacques Franck donne quelques jalons historiques de cet antagonisme : la guerre de Crimée (1855) qui apporta le soutien de la France et de l'Angleterre à la Turquie alors qu'elle opprimait les chrétiens orthodoxes de son empire, l'avènement du marxisme, « stade suprême de l'occidentalisme », la Perestroïka (1985-1991) et le rêve de « maison commune » chère à Gorbatchev, qui entraîna une occidentalisation brutale suivie rapidement par une réaction de rejet.

Des notices sur les auteurs, avec leur portrait, accompagnent les textes choisis, ainsi que des éclairages sur les circonstances de leur rédaction. Dernière phrase de l'article : Michel Niqueux nous aide formidablement à mieux comprendre la Russie d'aujourd'hui.

✍ B. Guillaume

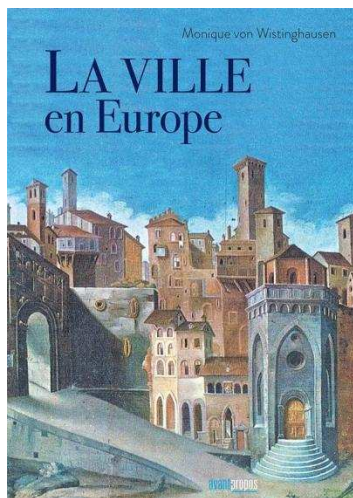
Deuxième ouvrage qui a retenu notre attention :

La ville en Europe de Monique von Wistinghausen / Avant-Propos / env 29,50 € - par Christian Laporte. Titre de l'article, sous la rubrique Histoire/Essai, « La ville, le grand labo de l'Europe. La citoyenneté se prépare depuis la nuit des temps »



L'article commence par cette citation : « *L'Europe n'a pas inventé la ville mais la ville dans l'histoire de notre continent occupe une place unique, constitutive de la civilisation européenne* ».

Précisions intéressantes : l'auteur de l'ouvrage, Monique von Wistinghausen, est historienne de formation, fille de Jean-Charles Snoy, un des signataires des traités de Rome de 1957, épouse d'un diplomate allemand, qu'elle a accompagné dans divers postes, sans parler de l'encadrement de groupes de jeunes dans des environnements urbains...



Ce livre est un passionnant parcours, nous dit Christian Laporte, de la genèse et du développement de l'entité urbaine en Europe, depuis la « polis » grecque aux villes nouvelles de la fin du XXe siècle.

Autre remarque : une superbe iconographie accompagne l'étude à travers les siècles. Pour terminer : « le périple s'achève à Freiburg im Breisgau (Fribourg-en-Brisgau), cité du sud de l'Allemagne très citoyenne et de plus en plus durable ».

Enfin, toujours dans le supplément *Lire* de LLB, du 6 mars dernier, une autre recension, écrite par Guy Duplat, nous a intéressés : il s'agit du roman « **Tous** » de *Grégoire Polet*, paru chez Gallimard. L'auteur, bruxellois, vit à Barcelone et nous livre ici une fiction s'appuyant sur le mouvement des Indignés qui enflamma la Puerta del Sol à Madrid en 2011 et s'étendit rapidement.

Le roman démarre avec les Mémoires de Caroline Gracq, une liégeoise passée par MSF... « ...Le renouveau politique de l'Europe, ça y est, le mouvement est lancé. La VIe République, la fédération d'un noyau dur dans l'Union, c'est en route. Ça n'a l'air de rien, maintenant que c'est fait. Mais qui aurait parié un kopeck là-dessus il y a à peine cinq ans ? » Grégoire Polet brasse tout : crise grecque, Ukraine, Moyen-Orient, nous fait rencontrer Herman Van Rompuy, Angela Merkel, rapporte l'assassinat du jeune président français Romuald...

Guy Duplat termine sa recension ainsi : « *Un roman à thèse, certes trop touffu, plein d'utopies et de rêves, mais qui nous fait sentir aussi qu'un autre monde serait possible, pas si loin de celui dans lequel nous semblons englués sans porte de sortie* ».

« Le roman met en scène, de façon réaliste et ironique à la fois, l'irrésistible ascension de TOUS, un mouvement de démocratie directe en France et en Europe, à travers les yeux de la jeune Liégeoise, d'un vieux diplomate grec et d'un citoyen polonais. C'est le roman des chemins qu'on n'a pas pris, le roman d'une génération qui a emprunté les voies de la politique pour reprendre goût à l'avenir. C'est le roman d'une réalité qui n'a pas eu lieu. Pas encore. » (mot de l'éditeur)

L'auteur a été interviewé au Parlement européen par Emmanuel Kherad dans *la librairie francophone* du 12 mars. On peut réécouter cette rencontre sur le site de France Inter

<https://www.franceinter.fr/emissions/la-librairie-francophone/la-librairie-francophone-11-mars-2017>

✍ B. Guillaume

SHAN SA
Editions Gallimard - publié en poche chez Folio

Nous sommes en 1931. La Mandchourie est occupée par l'armée japonaise.

Sur fond de guerre, de révolte, de résistance, deux êtres, que tout oppose, vont se raconter, se rencontrer et se rejoindre. L'un, une lycéenne mandchoue de 16 ans, joue au go sur la place des Mille Vents.

Elle a su s'imposer par sa volonté et son intelligence dans un jeu pourtant réservé aux hommes.

C'est une jeune fille solitaire qui rêve d'amour et d'émancipation.

L'autre est un officier japonais, à peine plus âgé qu'elle, dur, froid et tranchant, pétri de l'idéologie du conquérant.

C'est face à face, devant un damier qu'ils vont se rencontrer.

Ils s'affrontent, se jaugent, sans un geste, sans un mot, à peine un regard et ils vont s'aimer jusqu'au geste ultime dans la folie meurtrière de l'envahisseur.

Shan Sa

La joueuse de go



Le récit est construit de façon originale, car chaque chapitre, en alternance, donne la parole à l'un puis à l'autre.

Le texte ne nous cache rien de l'horreur et de l'indicible cruauté de l'armée japonaise.

L'auteure sait être directe dans sa narration, crue parfois, mais jamais choquante.

Au contraire, son style fait de phrases courtes, nettes et ciselées, dégage une infinie poésie.

Une belle découverte.

Shan Sa est née à Pékin en 1972. Suite aux événements de la place Tian 'anmen, elle s'exile à Paris et troque le chinois pour la langue française.

Elle est l'auteure de plusieurs romans, essais et recueils de poésie pour lesquels elle a obtenu de nombreux prix.

La joueuse de go remporte le *prix Goncourt des Lycéens 2001* et l'a fait connaître du grand public.

✍ M.C. Sour

L'Euregio lit : Prix littéraire des lycéens de l'Euregio

On sait que l'Euregio regroupe 3 régions des Pays-Bas, de la Wallonie et de l'Allemagne dont les frontières sont communes et qui, historiquement, ont fréquemment vécu ensemble ou dans une collaboration rapprochée. Les grandes villes concernées sont Cologne, Liège et Maastricht.

Depuis octobre, 6 livres, 2 par pays, sont proposés en collaboration avec des réseaux de bibliothèques, des librairies, et d'autres institutions culturelles. La clôture du processus est prévue le 20 juin 2017.

On peut en savoir plus en se rendant soit sur le site www.euregio-lit.eu soit sur la page Facebook www.facebook.com/Euregio.lit.eu.

De notre côté de la frontière, on retrouve dans le projet le Collège Sainte Véronique, le Lycée Saint Jacques, le Collège Saint Louis et HELMo de Liège. Egalement les Athénée d'Ans, de Visé, et Thil Lorrain de Verviers, l'Atheneum de Tongres, le WICO Campus Sint-Maria de Neerpelt et la bischöfliche Schule.

✍ Th. Jamin

VISITE

Découvrir l'Europe par le Parlamentarium

Cet hiver, lors d'une visite du Parlement européen (voir l'article sur la rencontre avec Gérard Deprez), j'ai eu également l'occasion de découvrir « le Parlamentarium », situé au cœur du quartier européen, dans le bâtiment Willy Brandt, rue Wiertz.

Il s'agit d'un grand espace dédié à l'histoire de la construction européenne, au rôle et au fonctionnement du Parlement.

Les jeunes étaient nombreux lors de mon passage et certains ont pris le temps d'écouter les documents sonores, de regarder les vidéos d'actualité, de lire les multiples commentaires retraçant longuement toutes les étapes des 60 ans de notre UE.



Camper le décor en illustrant les derniers moments de la seconde guerre, la violence des combats, l'importance des destructions, la quantité de victimes civiles et leur détresse dans un paysage de ruines permet évidemment aux visiteurs de réaliser pourquoi trouver un moyen de ne plus revivre pareille catastrophe était urgent et indispensable.

C'est d'ailleurs cette première partie avec ses photos-posters en noir et blanc, qui a surtout retenu l'attention des ados qui m'entouraient.

Il faut dire que les textes sont nombreux, longs et que la masse d'informations nécessite certainement de donner des consignes/objectifs précis d'utilisation de ce qui est proposé, sinon on se retrouve vite noyé, même les adultes.

Par contre, la seconde partie, le fonctionnement du Parlement, sa composition, les partis représentés et par qui, le chemin des décisions etc... est très concrète et souvent amusante. Chacun

a l'occasion de vérifier qui appartient à quel groupe, quelle décision a engendré quelles conséquences, ce que pense de l'Europe des citoyens engagés des 28 pays, ce qui motive un homme ou une femme politique à choisir l'Europe comme terrain d'action, etc.

Enfin, outre des expos temporaires - actuellement 32 photos sur « onze femmes face à la guerre », on peut acheter des tas de cartes, souvenirs, gadgets... très originaux, mais aussi « jouer » à agir dans l'Europe au gré d'animations proposées aux classes, comme les jeux de rôles et une chasse aux trésors pour les familles.

<http://www.europarl.europa.eu/visiting/fr/bruxelles/jeu-de-rôles>

✍ Th. Jamin

EXPOSITIONS

Les Templiers, Entre mythes et réalité à l'abbaye de Stavelot, prolongé jusqu'au 1^{er} octobre 2017

L'histoire de l'ordre du Temple est intimement liée à celle des Croisades, un sujet qui à l'aide de quelques bons ouvrages, comme les croisades vues par les arabes d'Amin Malouf, permettra des échanges animés dans les classes multiculturelles ;-)

Mais ces Templiers, obligés de revenir en Europe, vont aussi ramener, raconte-t-on, un énorme trésor qui va faire bouillonner l'imagination durant des siècles.

Après ce bain historique, il sera encore possible de se rendre jusqu'au magnifique circuit automobile de Francorchamps, complétant ainsi une journée variée et instructive !

Téléphone 080/ 88 08 78 <http://www.abbayedestavelot.be>



Le nouveau **Prehistomuseum à Ramioul** : 30 hectares d'expériences au cœur d'une forêt classée ; on peut y voir des mammouths grandeur nature « le monde des Géants de l'Âge de la glace », (attention jusqu'au 19 avril seulement), dîner avec des plats du passé (déchirer son steak cru sans fourchette peut-être ?) taille du silex, mise en route d'un feu, fabrication de poterie, mais aussi visite d'une grotte autrefois habitée.

info@prehisto.museum



Pour y ajouter la nature, une visite à la réserve naturelle « **Aux Roches** » à Flémalle également mais sur l'autre rive de la Meuse www.flemalle.be

L'expo « **Jouet Star** » au Musée de la Vie Wallonne à Liège est prolongé jusqu'en janvier 2018.



« Entrez dans l'univers fantastique des jouets où tout est possible... Poupées, véhicules, figurines, robots, miniatures... des centaines de jouets se mettent en action dans d'incroyables, voire d'improbables, mises en scène pour votre plus grand plaisir !

La scénographie de l'exposition « Jouet Star » vous immerge avec émotion et nostalgie au cœur de ce monde enchanté. Vous y retrouverez inmanquablement les jouets de votre enfance.

Adorés, oubliés, retrouvés, certains jouets traversent les âges de la vie à nos côtés. Mais derrière l'apparente innocence du jeu, les jouets sont-ils porteurs de croyances, de valeurs ou de stéréotypes ? Et vous, oserez-vous passer de l'autre côté du miroir ? ».

Le temps de mettre sur pied une journée à Liège, dans le quartier historique, à l'aquarium universitaire Van Beneden ou ... de pousser jusque Flémalle ?

Depuis février jusqu'au 28 mai 2017 – **Bozar** nous propose de découvrir un des tout petits Etats de l'Union Européenne, escale entre la Sicile et la Lybie, **l'île de Malte**. Un condensé d'influences diverses, chrétienne, arabe, italienne, anglaise, ...

Malta Land of Sea reflète la diversité culturelle fondatrice de l'identité maltaise. Avec l'omniprésence de la Méditerranée pour fil conducteur, qui n'a cessé d'influencer l'organisation pratique comme l'imaginaire des hommes, la mer-matrice ouvrit l'île au reste du monde. L'exposition réunit une soixantaine d'œuvres – dont certaines remontent à la préhistoire – ayant traversé les siècles. Chaque objet peut être considéré isolément ou être mis en relation avec les autres pour appréhender de manière dynamique l'histoire et l'âme de Malte, fondées sur de nombreuses hybridations culturelles. Et si la terre, loin d'être le pôle opposé de la mer, en était, en définitive, le prolongement ou, mieux encore, l'accomplissement ?

MALTA. LAND OF SEA

